

La politique d'austérité du gouvernement portugais sanctionnée aux municipales

LE MONDE | 30.09.2013 à 11h02• Mis à jour le 30.09.2013 à 11h10 | Par [Claire Gatinois](#) (Lisbonne, envoyée spéciale)

Avant même de connaître le résultat des élections [municipales](#) au [Portugal](#), dimanche 29 septembre, le premier ministre, Pedro Passos Coelho (PSD, [centre](#) droit), avait pris soin de préciser qu'une défaite de son parti, même cinglante, ne provoquerait pas sa démission.

Habile tactique pour le chef du parti conservateur, accusé d'étrangler le pays et d'[appauvrir](#) ses citoyens par des mesures de rigueur dictées par la "troïka" – la Commission de Bruxelles, le Fonds monétaire [international](#) (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE). Habile, car c'est bien une déroute que le PSD a essuyée dimanche. Le "parti de Merkel", comme on le surnomme parfois, a perdu le contrôle de grandes villes, telles Sintra et Porto, et les électeurs ont offert une victoire écrasante du PS à Lisbonne : Antonio Costa a été réélu pour un troisième mandat avec une majorité absolue, distançant largement le PSD.

"La débâcle historique de la droite dans ces élections est une façon polie que le peuple portugais a trouvée pour [dire](#) à MM. Barroso, Draghi et à M^{me} Lagarde qu'il faut [changer](#) de cap et vite !, a indiqué M. Costa au Monde. Il ne faut pas [imaginer](#) que la politesse des Portugais ne signifie pas une ferme détermination à [changer](#) de [politique](#)."

"VOTE DE PROTESTATION"

A Lisbonne comme ailleurs, les électeurs ont fait part de leur lassitude envers la politique d'austérité infligée au pays en échange de l'[aide](#) de 78 milliards d'euros accordée en mai 2011. Au niveau national, le PSD a récolté autour de 16 % des voix, contre plus de 36 % pour le PS, selon des résultats encore provisoires. *"Une défaite nationale"*, a reconnu M. Passos Coelho.

S'ils ne protestent pas aussi fort que les Grecs, s'ils ne sont pas aussi indignés que les Espagnols, *"les Portugais sont aussi fâchés avec leur gouvernement"*, commente Maria Fernanda, 72 ans, ancienne professeure de portugais et d'anglais, dont la retraite a été réduite de 15 % en deux ans. *"Tout cela n'est pas légal"*, concède-t-elle en faisant référence aux multiples censures de la Cour constitutionnelle aux mesures d'austérité imposées par M. Passos Coelho. Au sein du PSD, un désaveu populaire était anticipé. *"Personne n'aime l'austérité"*, philosophait José Manuel Fernandes, député européen (PSD), avant les résultats, conscient d'un inévitable *"vote de protestation"*.

Mais l'ampleur de la sanction a de quoi déstabiliser un gouvernement déjà fragilisé par le départ de plusieurs ministres "pro-rigueur" cet été. Des départs signés comme autant d'aveux d'échec. En dépit de potions plus amères les unes que les autres

(réduction des salaires de fonctionnaires, coupes dans les retraites, hausse d'impôt...), le déficit continue de dérapier, les marchés se méfient et peu imaginent que le pays puisse se [financer](#) seul en juin 2014, comme prévu. Samedi, le quotidien *Publico* affirmait même que Bruxelles planchait sur un second plan d'aide au pays, avant d'être démenti.

"ALTERNATIVE AUX PARTIS TRADITIONNELS"

Une chose est sûre, le Portugal n'en a pas fini avec les recettes "troïkistes". M. Passos Coelho assume : il a prévenu que sa politique ne changerait pas. Les socialistes pourraient-ils [offrir](#) une échappatoire ? Les Portugais semblent l'espérer même si le chef du parti, Antonio José Séguro, peine à [convaincre](#) et que le PS pâtit d'[avoir](#) donné le coup d'envoi de la rigueur en signant l'accord avec la "troïka" en mai 2011.

"Le PS est victorieux, mais il obtient aujourd'hui un résultat bien moindre que ce que pouvait [attendre](#) l'opposition dans une telle situation", nuance Luis Gonçalves da Silva, professeur de droit à l'université de Lisbonne. Il souligne plutôt la montée et la victoire de candidats indépendants, comme celle de Rui Moreira à Porto.

"Cela révèle une saturation. Les Portugais commencent à [chercher](#) une alternative aux partis traditionnels", analyse-t-il, soulignant le danger d'une dérive populiste. "On atteint les limites de ce qu'il est possible de [faire](#) pour la droite et la gauche. Plus ça va, plus les gens voudront des positions plus extrêmes", redoute aussi Ines de Medeiros, députée socialiste.